

CANADA

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

---

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE [MONTRÉAL ou QUÉBEC]

N° : C.A. : [laisser ce champ libre afin que  
le greffe de la Cour d'appel attribue un  
numéro à votre dossier]

[C.S. OU C.Q.] : [indiquer le numéro  
de dossier en Cour supérieure/Cour du  
Québec]

**[INDIQUER VOTRE NOM]**,  
domicilié[e] et résidant au [indiquer votre  
adresse], district de [indiquer votre district  
judiciaire]

[APPELANTE OU REQUÉRANTE] –  
Accusé

c.

**SA MAJESTÉ LA REINE**

PARTIE INTIMÉE – Poursuivante

---

**REQUÊTE POUR MISE EN LIBERTÉ**  
**(Article 679(1) Code Criminel)**

Partie [appelante ou requérante]

Datée du [indiquer la date à laquelle est signé l'acte]

---

**À L'UN DES JUGES DE LA COUR D'APPEL, LA PARTIE [APPELANTE OU  
REQUÉRANTE] EXPOSE :**

**I – FAITS**

1. En date du [indiquer la date à laquelle vous avez comparu], la partie [appelante ou requérante] comparait à [indiquer la ville où vous avez comparu], district judiciaire de [indiquer le district judiciaire], relativement au dossier de la Cour [supérieure ou du Québec] portant le numéro de dossier [indiquer le numéro de dossier] concernant les infractions suivantes :
  - a) [décrire les infractions vous ayant été reprochées];
  - b) [...].
2. En date du [indiquer la ou les date(s) du procès], la partie [appelante ou requérante] subissait son procès relativement aux infractions telles que décrites au premier

paragraphe devant [le ou la] juge [indiquer le nom du juge] de la Cour [supérieure ou du Québec] au [Palais de justice] de [indiquer la ville], district judiciaire de [indiquer le district judiciaire].

3. En date du [indiquer la date du jugement], tel qu'il appert du jugement annexé aux présentes (**annexe 1**), le juge de première instance a déclaré la partie requérante :

a) [préciser le verdict auquel en est arrivé le ou la juge pour chacune des infractions];

b) [...].

4. La durée du procès en Cour [supérieure ou du Québec] a été de [indiquer la durée en jours].

5. En date du [indiquer la date du jugement où la peine a été prononcée], tel qu'il appert du jugement annexé aux présentes (**annexe 2**), la partie requérante a été condamnée à purger la peine suivante :

a) [préciser la peine imposée pour chacune des infractions];

b) [...].

6. En date du [indiquer la date à laquelle vous avez déposé votre avis d'appel au greffe de la Cour d'appel], la partie appelante a porté en appel devant cette honorable Cour la déclaration de culpabilité rendue en première instance, tel qu'il appert de l'avis d'appel annexé aux présentes (**annexe 3**);

[OU]

En date du [indiquer la date à laquelle vous avez obtenu l'autorisation d'appeler du jugement de première instance], la partie appelante a obtenu l'autorisation de porter en appel la déclaration de culpabilité [ET/OU peine, le cas échéant] rendue en première instance, tel qu'il appert du jugement accordant l'autorisation d'appeler annexé aux présentes (**annexe 3**);

[OU]

Lors de la présentation de la présente requête, la partie requérante demandera l'autorisation de porter en appel la déclaration de culpabilité [ET/OU peine, le cas

échéant] rendue en première instance, tel qu'il appert de la requête en autorisation d'appel annexée aux présentes (**annexe 3**);

7. En date du [indiquer la date de présentation de la requête en autorisation d'appel], la partie requérante a présenté devant la Cour d'appel du Québec une requête en autorisation d'appel d'une déclaration de culpabilité, tel qu'il appert de la requête en autorisation d'appel annexée aux présentes (**annexe 3**);

8. La partie [appelante ou requérante] soumet respectueusement que son appel n'est pas futile et qu'elle a une argumentation soutenable à présenter, tel qu'il appert de l'avis d'appel annexé aux présentes (**annexe 3**);

[OU]

L'autorisation d'appel ayant été accordée, tel qu'il appert du jugement annexé aux présentes (**annexe 3**), la partie appelante soumet respectueusement que son appel ne peut être considéré comme étant futile et qu'elle a une argumentation soutenable à présenter;

[OU]

La partie requérante soumet respectueusement que son appel n'est pas futile et qu'elle a une argumentation soutenable à présenter, tel qu'il appert de la requête en autorisation d'appel annexée aux présentes (**annexe 3**);

9. La partie [appelante ou requérante] demande respectueusement d'être mise en liberté en attendant le sort de l'appel considérant les faits suivants :

8.1. [décrire tous les faits pouvant militer en faveur de votre mise en liberté];

8.2. [...]

10. La détention de la partie [appelante ou requérante] n'est pas nécessaire dans l'intérêt public;

11. La partie [appelante ou requérante] respectera les termes et conditions à intervenir suite à la présente requête;

12. La partie [appelante ou requérante] se livrera selon les termes et conditions à intervenir suite à la présente requête.

**POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR DE :**

**ACCUEILLIR** la présente requête;

**ORDONNER** la mise en liberté de la partie [appelante ou requérante] durant l'appel;

**FIXER** toute condition juge utile et nécessaire pour la mise en liberté de la partie [appelante ou requérante];

**RENDRE** toute ordonnance conforme aux exigences de la justice.

Le [indiquer la date à laquelle est signé l'acte], à [nom de la ville].

[votre signature]

---

[votre nom]

Partie [appelante ou requérante]

[votre adresse]

[votre numéro de téléphone]

[votre numéro de télécopieur, le cas échéant]

[votre adresse courriel]

## **DÉCLARATION SOUS SERMENT**

(Art. 31 des *Règles de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle*)

---

Je, soussigné[e], [indiquer votre nom], domicilié[e] et résidant au [indiquer votre adresse], à [indiquer la ville où vous habitez], déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis la partie requérante et je suis personnellement au courant de tous les faits allégués dans la présente requête;
2. [indiquer les endroits où vous avez résidé durant les trois années avant votre condamnation et celui où vous entendez résider si vous êtes mis en liberté];
3. **[LE CAS ÉCHÉANT]** [indiquer l'emploi que vous occupiez avant votre condamnation et le nom de votre employeur de même que l'emploi que vous comptez occuper si vous êtes mis en liberté];
4. **[LE CAS ÉCHÉANT]** [indiquer vos condamnations antérieures, y compris les condamnations intervenues à l'étranger];
5. **[LE CAS ÉCHÉANT]** [indiquer les accusations portées contre vous au Canada et à l'étranger, au moment de la demande];
6. [indiquer si vous êtes titulaire ou non d'un passeport canadien ou étranger ou si vous avez une demande en traitement].
7. Tous les faits allégués dans la requête à laquelle la présente déclaration sous serment est jointe sont vrais à ma connaissance personnelle.

EN FOI DE QUOI, J'AI SIGNÉ À [indiquer le nom de la ville où vous avez signé la présente déclaration], ce [indiquer la date de la signature]

[votre signature]

---

[votre nom]

Partie [appelante ou requérante]

[votre adresse]

---

Déclaré sous serment devant moi à [nom  
de la ville], ce [indiquer la date de la  
signature].

[Signature de la personne recevant le  
serment]

---

[Nom, prénom et qualité de la personne  
autorisée à recevoir le serment]

## **AVIS DE PRÉSENTATION**

**À : SA MAJESTÉ LA REINE**

Partie intimée

Représentée par [indiquer le nom de l'avocat de la poursuite en première instance],  
procureur aux poursuites criminelles et pénales.

**[si la requête est présentée à Montréal, indiquer :]**

**PRENEZ AVIS** que la présente requête sera présentée devant un juge de la Cour d'appel siégeant à l'Édifice Ernest-Cormier, situé au 100, rue Notre-Dame Est, à Montréal, le [indiquer la date de présentation de la requête], à 9 h 30, dans la salle RC-18.

**[si la requête est présentée à Québec, indiquer :]**

**PRENEZ AVIS** que la présente requête sera présentée devant un juge de la Cour d'appel siégeant au Palais de justice de Québec, situé au 300, boulevard Jean-Lesage, à Québec, le [indiquer la date de présentation de la requête], à 9 h 30, dans la salle 4.30.

**VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE**

**LISTE DES ANNEXES**  
**AU SOUTIEN DE LA REQUÊTE POUR MISE EN LIBERTÉ**

---

- ANNEXE 1 :** Jugement [du ou de la] juge [indiquer le nom du ou de la juge] de la Cour [supérieure/Cour du Québec] rendu le [indiquer la date du jugement]
- ANNEXE 2 :** Jugement [du ou de la] juge [indiquer le nom du ou de la juge] de la Cour [supérieure/Cour du Québec] rendu le [indiquer la date du jugement]
- ANNEXE 3 :** Avis d'appel OU Requête en autorisation d'appel OU Jugement sur la requête en autorisation d'appel
- ANNEXE 4 :** [inclure dans les annexes tous les jugements antérieurs et procès-verbaux des autres instances ou de tribunaux inférieurs pertinents à l'étude de la requête]
- ANNEXE 5 :** [inclure dans les annexes tout acte de procédure déposé au dossier de première instance pertinent à l'étude de la requête]
- ANNEXE 6 :** [inclure dans les annexes tous les éléments de preuve pertinents à l'étude de la requête]
- ANNEXE 7 :** [inclure dans les annexes la transcription de toutes les dépositions pertinentes à l'étude de la requête]
- ANNEXE 8 :** [inclure dans les annexes le texte de toutes les dispositions législatives et réglementaires invoquées (dans les deux langues officielles, si disponibles) autres que celles énumérées ci-dessous]

[Les articles inclus dans les lois suivantes n'ont pas à être reproduits dans les annexes :

- *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, c. 11;
- *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46;
- *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, L.C. 1996, ch. 19;
- *Loi sur la preuve au Canada*, L.R.C. 1985, ch. C-5;
- *Loi d'interprétation*, L.R.C. 1985, ch. I-21;
- *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, L.C. 2002, ch. 1.]



## **ANNEXE 1**

Jugement du juge [indiquer le nom du ou de la juge] de la  
Cour [supérieure/Cour du Québec] rendu le [indiquer la date  
du jugement]

**[Insérer l'annexe 1]**

## **ANNEXE 2**

Jugement du juge [indiquer le nom du ou de la juge] de la  
Cour [supérieure/Cour du Québec] rendu le [indiquer la date  
du jugement]

**[Insérer l'annexe 2]**

### **ANNEXE 3**

Avis d'appel OU Requête en autorisation d'appel OU Jugement sur la requête en autorisation d'appel

**[Insérer l'annexe 3]**

**ANNEXE [numérotation continue]**

[décrire l'annexe]

**[Insérer l'annexe]**



N° : C.A. : [laisser le champ libre]  
[CS. ou C.Q.] ([indiquer le(s) numéro(s) de dossier en  
première instance])

---

COUR D'APPEL DU QUÉBEC  
DISTRICT DE [MONTRÉAL ou QUÉBEC]

---

**[INDIQUER VOTRE NOM]**

PARTIE [APPELANTE OU REQUÉRANTE] – Accusé

c.

**SA MAJESTÉ LA REINE**

PARTIE INTIMÉE – Poursuivante

---

**REQUÊTE POUR MISE EN LIBERTÉ**  
**(Article 679(1) Code Criminel)**

Datée du [indiquer la date à laquelle est signé l'acte]  
Partie [appelante OU requérante]

---

[ORIGINAL ou COPIE]

---

[votre nom]  
[votre adresse]  
[votre numéro de téléphone]  
[votre numéro de télécopieur, le cas échéant]  
[votre adresse courriel]

## **REMARQUES**

### **Présentation**

- Les actes de procédure sont rédigés sur un papier blanc de bonne qualité, de format « lettre » (21,5 cm par 28 cm) (art. 18 al. 1 des *Règles de la Cour d'appel en matière criminelle (R.C.a.Q.m.c.)*).
- Le texte de la requête est présenté sur le recto des pages, à au moins un interligne et demi, sauf les citations, à interligne simple et en retrait. La police Arial de taille 12 doit être utilisée pour l'ensemble du texte. Par exception, la police Arial de taille 11 peut être employée pour les citations et la police Arial de taille 10 pour les notes infrapaginales (art. 18 al. 2 *R.C.a.Q.m.c.*).
- Les marges ne doivent pas être inférieures à 2,5 cm (art. 18 al. 2 *R.C.a.Q.m.c.*).
- Tout acte de procédure doit être signé par la partie ou son avocat (art. 18 al. 3 *R.C.a.Q.m.c.*).
- Une requête doit avoir un maximum de 10 pages, en excluant la désignation des parties de même que les conclusions (art. 47 *R.C.a.Q.m.c.*).

### **Confidentialité**

- La requête en autorisation d'appel inclut une mention expresse que le dossier ne comporte aucun aspect confidentiel. Si le dossier comporte un élément confidentiel, les actes de procédure doivent inclure une mention expresse à cet effet, la désignation précise des éléments confidentiels et de la disposition législative ou de l'ordonnance qui fonde la confidentialité. La partie intimée doit signaler toute correction qu'elle estime nécessaire (art. 9 al.1 *R.C.a.Q.m.c.*).
- Dans chaque acte de procédure référant à un élément confidentiel, la confidentialité est rappelée par l'inscription du mot « CONFIDENTIEL » sous le numéro de dossier (art. 9 al. 2 *R.C.a.Q.m.c.*).

### **Déclaration sous serment**

- Toute requête qui comporte des allégations portant sur des faits qui n'apparaissent pas au dossier est appuyée d'une déclaration sous serment d'une personne qui a une connaissance personnelle de ces faits (art. 48 *R.C.a.Q.m.c.*). À cette fin, veuillez porter une attention particulière à la date de signature de la déclaration sous serment. Les personnes habilitées à faire prêter serment sont notamment les avocats, les notaires ainsi que les commissaires à l'assermentation nommés par le ministre de la Justice.

### **Jour de présentation de la requête**

- Une requête est accompagnée d'un avis de présentation dans lequel sont mentionnées la date, l'heure (9 h 30) et la salle (salle RC-18 à Montréal; salle 4.30 à Québec) où la requête sera présentée.
- La requête est déposée au greffe au moins deux jours ouvrables avant la date de sa présentation. Dans tous les cas, le délai est calculé en excluant les samedis (art. 50 *R.C.a.Q.m.c.*). Définition de « jour ouvrable » : Du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés énumérés à l'article 18 du *Code de procédure pénale*, RLRQ, c. C-25.1 (art. 2 *R.C.a.Q.m.c.*).

- Le greffier publie sur le site Internet de la Cour le calendrier des jours d'audience de requêtes devant la Cour, un juge ou le greffier ([http://courdappelduquebec.ca/roles-  
daudience/calendrier-des-disponibilites-journees-daudition-requetes/](http://courdappelduquebec.ca/roles-<br/>daudience/calendrier-des-disponibilites-journees-daudition-requetes/)).
- Sauf pour la mise en liberté provisoire de l'appelant, une partie peut demander par écrit au greffier d'être dispensée de comparaître à l'audience si elle déclare ne pas contester la requête (art. 53 *R.C.a.Q.m.c.*).

### Annexes

- La requête est accompagnée de tout ce qui est nécessaire à son étude (actes de procédure, jugements incluant les motifs, pièces, dépositions, procès-verbaux, lois et règlements, ou extraits de ces documents, etc.) (art. 47 *R.C.a.Q.m.c.*).
- Les annexes à la requête peuvent être présentées sur le recto et verso des pages.
- Lorsque la requête n'est pas contestée, les parties doivent soumettre au juge responsable de statuer sur la requête un projet de conditions de mise en liberté.

### Notification

- Les actes de procédure ainsi que les documents joints sont signifiés ou notifiés de la manière prévue au *Code de procédure civile*. L'avis d'appel et la requête en autorisation d'appel sont signifiés par huissier ou par un agent de la paix. **Les autres actes de procédure** sont notifiés, à moins que les présentes règles ne prévoient le contraire ou que la partie choisisse de les signifier (art. 22 *R.C.a.Q.m.c.*).

### Dépôt

- La requête est déposée au greffe en deux exemplaires (1 original et 1 copie) (art. 47 *R.C.a.Q.m.c.*).

**AVERTISSEMENT : CE MODÈLE NE DISPENSE PAS DE LA LECTURE DES LOIS ET RÈGLEMENTS APPLICABLES. CELUI-CI EST MIS À LA DISPOSITION DES JUSTICIABLES AFIN DE FACILITER LE TRAVAIL DE RÉDACTION DES ACTES DE PROCÉDURE. TOUT ACTE DE PROCÉDURE DOIT ÊTRE SOUMIS AU GREFFIER OU À LA GREFFIÈRE QUI POURRA LE REFUSER OU EXIGER DES CORRECTIONS SI L'ACTE NE RESPECTE PAS LES EXIGENCES LÉGALES OU RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES.**